

"Par une requête transmise à la Grèce, la Hongrie est le premier pays de l'Est à déposer une demande d'adhésion à l'Union européenne" dans Le Monde (3 avril 1994)

Légende: Le 3 avril 1994, le quotidien français Le Monde commente la décision du gouvernement de Budapest de déposer officiellement la demande d'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne.

Source: Le Monde. 03.04.1994. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"par_une_requete_transmise_a_la_grece_la_hongrie_est_le_premier_pays_de_l_est_a_deposer_une_demande_d_adhesion_a_l_union_europeenne"_dans_le_monde_3_avril_1994-fr-6728ffc4-92df-4b3d-85db-0909f293f770.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Par une requête transmise à la Grèce, la Hongrie est le premier pays de l'Est à déposer une demande d'adhésion à l'Union européenne

Le gouvernement conservateur hongrois a déposé, vendredi 1er avril, une demande d'adhésion à l'Union européenne, transmise officiellement à la Grèce qui préside actuellement le conseil des ministres européens. Cette initiative est la première d'un pays de l'ancien bloc de l'Est.

Après avoir été à la pointe du combat pour le démantèlement du moribond pacte de Varsovie il y a quatre ans, la Hongrie vient de tourner une autre page de son histoire post-communiste en devenant, vendredi 1er avril, le premier pays de l'ancien bloc de l'Est à déposer une demande d'adhésion à l'Union européenne. Une requête a été officiellement transmise, vendredi à Athènes, par le ministre hongrois des affaires étrangères, Geza Jeszenszky, à son homologue grec, Théodoros Pangalos, dont le pays assure la présidence de l'Union.

Toutefois, cette initiative du gouvernement conservateur de Budapest, intervenant dans la foulée de l'accord sur l'adhésion des pays scandinaves et de l'Autriche, est avant tout destinée à maintenir la pression sur les Douze qui devraient examiner la demande hongroise lors de la prochaine réunion de leurs ministres des affaires étrangères, le 18 avril, à Luxembourg.

Le moment choisi pour cette mini-offensive diplomatique correspond à la fois à une échéance technique et politique. Technique, car une telle demande ne pouvait être effectuée avant l'entrée en vigueur du traité d'association avec la CEE, signé en décembre 1992 par la Hongrie avec ses deux autres partenaires du " groupe de Visegrad ", la Pologne et l'ex-Tchécoslovaquie. Ce traité d'association a pris effet le 1er février, sauf pour Prague et Bratislava qui ont dû renégocier leur accord après leur " divorce de velours ". Mais cette initiative a aussi, et surtout, une portée politique. A un mois des législatives du 8 mai en Hongrie, qui ont de fortes chances d'être remportées par les socialistes (ex-communistes réformateurs), le gouvernement de droite, au pouvoir depuis le début de la transition démocratique en 1990, espère tirer un profit électoral de cette démarche en se présentant comme celui qui a réussi à négocier le virage du " retour à l'Europe ".

Définir des critères clairs

Mais à Budapest et Bruxelles, personne n'est dupe. Le simple fait de déposer une demande d'adhésion est plutôt symbolique et ne signifie pas une accélération du processus d'intégration. " C'est un jeu délicat, constate un diplomate. Nous devons continuer à faire des vagues tout en prenant garde de ne pas froisser les Douze. " Si l'initiative hongroise a le mérite de maintenir la pression des anciens pays de l'Est, elle illustre également un certain affaiblissement de la cohésion du groupe de Visegrad, initialement considéré comme un lobby informel des pays d'Europe centrale. Mise au pied du mur, la Pologne a indiqué qu'elle déposerait, à son tour, une demande d'adhésion à l'Union le 8 avril. Quant à la République tchèque, persuadée d'être le " meilleur élève de la classe ", elle a d'emblée rejeté tout " front commun ", comme elle l'avait fait en janvier à propos du partenariat pour la paix proposé par l'OTAN.

Malgré son aspect symbolique, cette dernière initiative hongroise vient rappeler à l'Union européenne l'urgence pour elle de définir des critères clairs et un calendrier précis à proposer aux pays d'Europe centrale qui, en cette période de transition douloureuse, ont besoin de perspectives pour asseoir leur légitimité et leur stabilité.

RIOLS YVES MICHEL